



LE DEBRIEF D'API N°24 30 SEPTEMBRE 2024

L'été a été riche en événements au Caucase du sud et intense pour Armenia Peace Initiative. Il y a un an, les Arméniens du Haut-Karabakh fuyaient l'agression armée lancée par l'Azerbaïdjan sur la région. **Réfugiés en Arménie**, entre installation, exil ou nouveau départ, ils tentent de **refaire leurs vies**. Alors que les **discussions continuent** entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour tenter de trouver un **accord minimal**, le gouvernement azerbaïdjanais poursuit la **répression des voix dissidentes**, comme celle de Bahruz Samadov, et le **blanchiment stipendié** de ses actes au Haut-Karabakh. L'Arménie, quant à elle, continue d'être préoccupée par des **enjeux vitaux**. Renforcer les **partenariats internationaux** et œuvrer pour sa **sécurité** resteront encore longtemps les priorités absolues pour assurer la **souveraineté de l'État**.

Le récent **Sommet Mondial Arménien**, tenu en septembre, a vu la participation active **d'API parmi les acteurs de la sécurité sur le terrain** pour ses programmes de **formations en cybersécurité et en premiers secours**. Au mois d'août 2024, API a eu le plaisir de signer un partenariat avec l'Académie d'État de Gestion des Crises à Erevan pour les formations en premiers secours dans les **villages frontaliers avec l'Azerbaïdjan**. Elles sont menées par **Patrick Aprile, ancien officier de l'armée française**, qui met son expertise au service de la **résilience des populations arméniennes** face aux menaces extérieures. La **préparation** et l'**engagement civique** dans la protection des personnes, en **coordination avec les institutions publiques**, est une clé de l'amélioration de la **sécurité humaine** en Arménie, à laquelle nous travaillons. Ces actions concrètes viennent compléter les efforts diplomatiques et sécuritaires déployés à l'échelle internationale.



En vous souhaitant une bonne lecture.

Taline Papazian

1. Haut-Karabakh: un an après. Interview de Taline Papazian sur France 24



Le contexte

Taline Papazian, politologue et enseignante à Sciences Po, a été invitée sur France 24, un an après l'exode massif des Arméniens du Haut-Karabakh. Elle revient sur les conditions de l'exode forcé des 120 000 Arméniens de la région après dix mois de blocus et une offensive éclair de l'Azerbaïdjan. Le sort des prisonniers de guerre et des otages, celui des biens matériels ainsi que le droit au retour sont abordés, ainsi que les implications géopolitiques de la situation, notamment à l'approche de la COP 29, que l'Azerbaïdjan s'apprête à accueillir.

L'analyse

Le droit au retour est un droit absolu, consacré par la Cour de Justice Internationale et rappelé par toutes les parties, y compris azerbaïdjanaise. Cependant ce droit se dissipe avec le temps. Le temps long de la justice et du droit international n'est pas le même que le tempo des négociations diplomatiques entre Arménie et Azerbaïdjan.

Devant les obstructions de l'Azerbaïdjan à un accord de paix exhaustif, l'Arménie tente de faire aboutir un accord-cadre minimal et rendre gérable l'instabilité permanente.

L'Arménie refuse de céder sa souveraineté sur les voies de passage par son territoire et propose un régime de transit allégé.

Le renforcement de la souveraineté de l'Arménie — diplomatie, défense et économie — est la mission prioritaire et fondamentale.

[L'interview complète](#)  **[ici](#)**

2. Bahruz Samadov: une voix dissidente de plus que le régime Aliyev veut étouffer



Le contexte

Ils ont beau avoir quitté, travailler en exil, faire leur doctorat dans des universités européennes, le régime policier de plus en plus répressif de Bakou les traque. En Azerbaïdjan, la période post-2020 se caractérise par un durcissement continu de la répression contre les voix dissidentes: activistes, universitaires, sans même parler d'opposants politiques. Certains sujets sont plus sensibles que d'autres: le Karabakh, l'Arménie, la paix ou les droits des minorités ethniques d'Azerbaïdjan, comme les Talishs.

L'analyse

Bahruz Samadov, trentenaire brillant, doctorant à l'Université Charles de Prague, s'est fait arrêter à Bakou le 21 août 2024. Après Iqbal Abilov, jeune chercheur d'origine talysh, arrêté fin juillet 2024, accusé de "travailler avec les services arméniens", et Samad Shikhi, arrêté puis relâché après un témoignage visiblement extorqué contre Bahruz, le sort de Bahruz, accusé lui aussi de collaboration avec les services arméniens et de trahison, ne laisse pas d'inquiéter sa famille, ses amis, ses collègues.

3. Sommet Mondial Arménien 2024 : API présent parmi les acteurs de la sécurité



Le contexte

Le Sommet Mondial Arménien 2024, qui s'est déroulé du 17 au 20 septembre à Erevan, a rassemblé plus de 1 000 participants d'Arménie et de Diaspora. Ce rendez-vous, organisé par le Bureau du Haut-Commissaire aux Affaires de la Diaspora, réunit des acteurs et des praticiens qui échangent réflexions et expériences sur les enjeux majeurs du pays: sécurité nationale, développement durable, contribution des acteurs diasporiques à la croissance. API, dont les actions de terrain ciblent la sécurité humaine, était présent parmi les acteurs du domaine de la sécurité. Dans la continuité du premier sommet en 2022, cet événement permet d'initier des discussions sur des problématiques pressantes et définir des solutions concrètes qui renforcent les liens entre l'Arménie et sa Diaspora.

L'analyse

Le 18 septembre, au cœur du sommet, s'est tenue l'Expo, une vitrine pour des industries clés qui façonnent l'avenir économique et technologique de l'Arménie. Des secteurs comme la technologie de pointe, les énergies renouvelables et le développement durable étaient à l'honneur. Ce fut l'occasion pour les participants de découvrir des solutions novatrices tout en tissant des liens avec des entreprises et des institutions de premier plan. En plus d'explorer ces innovations, les participants ont eu la possibilité de renforcer les partenariats internationaux essentiels à la croissance future de l'Arménie.

Armenia Peace Initiative (API) était présente à l'Expo sécurité. Ce fonds dédié à la promotion de la paix et de la sécurité dans le Caucase du Sud, a présenté ses deux programmes phares sur le terrain en Arménie : formation en cybersécurité et formation aux premiers secours.

4. API et l'Académie d'Etat de Gestion des Crises, partenaires dans le domaine de la protection civile



Le programme

Depuis le mois d'avril dernier, API et l'Académie d'Etat de Gestion des Crises (AEGC) collaborent à un programme commun dans les communautés frontalières de la région du Tavush, visant à dispenser des formations en premiers secours aux civils volontaires. Avec des effectifs fortement féminins, l'objectif est de constituer des brigades d'intervention rapide, mobilisables au premier point de contact en cas de catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme. Outiller les communautés locales pour qu'elles deviennent actives de la protection civile, en coordination avec les structures de santé publique et de sauvetage d'une part et les institutions publiques d'autre part est le levier d'action d'API pour la protection civile des populations frontalières.

Le point d'étape

Le 15 août 2024, un mémorandum de coopération a été signé entre l'Académie d'État de Gestion des Crises, rattaché au ministère de l'Intérieur de la République d'Arménie et le fonds français Armenia Peace Initiative (API). Depuis le mois d'avril dernier, ces deux entités collaborent à un programme commun dans les communautés frontalières de la région du Tavush, visant à dispenser des formations en premiers secours aux habitants. Le 18 août 2024, API et l'AEGC remettaient leurs certificats de formation aux premiers secours aux 22 volontaires civils de la ville de Berd et 11 du village de Verin Karmiraghbyur. Ce certificat, signé conjointement par API et l'Académie, valide une formation de deux jours au protocole MARCH en vigueur dans les armées de l'OTAN et transposé dans le monde civil.

5. Patrick Aprile : un ancien officier français au service de l'Arménie



Le contexte

Dans une interview avec Radio-Arménie, réalisée le 31 juillet 2024, Patrick Aprile, ancien officier de l'armée française et désormais responsable en Arménie des projets du fonds de dotation API, a dévoilé son parcours exceptionnel et l'impact de son engagement en faveur des communautés locales arméniennes. Cet entretien offre un regard approfondi sur les initiatives cruciales menées par API pour renforcer la sécurité humaine et la résilience dans les zones sensibles du pays.

L'analyse

Patrick Aprile n'est pas seulement un vétéran de l'armée française avec près de 40 ans de service, mais aussi un homme profondément attaché à l'Arménie, pays qu'il a découvert en 2006. Installé à Erevan depuis 2020, il s'investit pleinement dans le développement et la sécurité du pays. Depuis novembre 2023, M. Aprile est à la tête des opérations en Arménie de l'association Armenia Peace Initiative (API), une organisation française fondée en 2020 par Taline Papazian, docteure en science politique, spécialiste du Caucase du Sud.

L'article complet  **armeniapeace.org**

6. Nouvelle opération d'influence de l'Azerbaïdjan à Washington



Le contexte

Un article de juillet 2024 paru dans The American Prospect — publication fondée en 1989 avec comme objectif de “reformuler une philosophie publique libérale et de nouvelles orientations pour les politiques publiques” — épingle un nouveau réseau d'influence du gouvernement azerbaïdjanais à Washington. Intitulé “L'autre agent non enregistré de l'Azerbaïdjan à Washington”, le journaliste Nick Cleaveland-Stout revient sur les accusations portées par le Département de la Justice à l'encontre du député démocrate Henri Cuellar (et son épouse) et révèle le recrutement d'au moins un autre stipendié, Rodney Dixon, avocat au Temple Garden Chambers et habitué des affaires internationales sensibles.

L'analyse

L'enjeu dans les deux cas était d'étouffer des accusations de génocide contre les Arméniens du Haut-Karabakh et des blâmes venus de l'establishment américain, contre rétributions. Le gouvernement azerbaïdjanais aurait sans doute mandaté Rodney Dixon pour produire un rapport disculpant le pays, peu de temps avant le nettoyage ethnique de la région. Le 3 mai 2024, le Département de la Justice avait inculpé le député Henry Cuellar (D-TX) et son épouse, Imelda Cuellar, pour avoir accepté des pots-de-vin afin d'influencer la politique étrangère américaine en faveur de l'Azerbaïdjan. L'implication de Cuellar a mis en lumière un problème plus large, qui commence à être documenté pour l'Europe : les opérations d'influence de l'Azerbaïdjan à Washington.



Donner à Armenia Peace Initiative, c'est agir concrètement en faveur de la pérennité de l'Arménie. Tous les dons, quel que soit leur montant, rendent nos actions possibles, qu'il s'agisse de promouvoir la paix ou de renforcer la sécurité.

Ce printemps, aidez-nous à financer nos formations en cybersécurité

**Formation
en cyber**

Vous voulez nous aider ?

Il n'y a pas que le soutien financier qui compte.

Votre travail et votre bonne volonté sont les bienvenus !

Vous avez des compétences en levées de fonds, cybersécurité ou en communication?

Contactez-nous !



www.armeniapeace.org



[Armenia Peace Initiative API](https://www.facebook.com/ArmeniaPeaceInitiativeAPI)



[API Armenia Peace Initiative](https://www.linkedin.com/company/api-armenia-peace-initiative)



[@ArmeniaPeace](https://twitter.com/ArmeniaPeace)